

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

8^{me} ANNEE — N° 93

30 novembre - 13 décembre 1970

LE NUMERO :

0,50 F - 5 F. B.

LE P.C.F. ET
DE GAULLE :

Quand les grenouilles pleurent la mort du roi

De Gaulle eut de son vivant le sort de tous les « grands hommes » : il fut oublié. Sa mort fut précisément pour la bourgeoisie l'occasion de ressusciter son souvenir, et de ressusciter à travers lui les superstitions et les préjugés dont elle entoure sa domination : pendant ces quelques jours, la France entière fut secouée par les lamentations, les hommages douloureux, les appels à l'Histoire déversés pêle-mêle par les radios, la presse, les partis. La bourgeoisie put prendre appui sur l'événement pour faire campagne politique : elle profita de l'occasion pour asséner une

fois de plus à toutes les couches de la population sa conception propre de l'action politique et de l'Histoire.

Comment s'en étonner ? Lorsque la classe dominante perd l'un des siens, il est normal qu'elle pleure en lui l'incarnation de la nation entière, et qu'elle fasse passer son propre deuil pour le deuil de toute la population. Il est normal qu'elle saisisse l'occasion pour mettre en avant ses valeurs propres et les faire partager, sous le couvert de l'hommage rendu à la mémoire du cher disparu.

Mais que dire lorsque les représentants officiels de la classe dominée, P.C.F. en tête, s'associent au chœur des pleureuses et ajoutent leur hommage honteux à l'hommage triomphant des représentants de l'Etat ? « Le général de Gaulle a associé son nom à l'un des épisodes les plus glorieux de notre histoire nationale : la résistance du peuple français à l'invasisseur hitlérien. Au jour de sa mort, c'est ce que nous voulons retenir. » (Georges Marchais) « Le Parti Communiste et le général se sont trouvés l'un et l'autre du côté de la France » (communiqué du P.C.F.). « Il fut un grand homme d'Etat... » (L' "Humanité"). « Il a rendu hommage au patriotisme de la classe ouvrière » (C.G.T.).

Dans cette campagne où tout fut fait pour baillonner la voix du prolétariat, les loups ont hurlé avec les loups : l'opportunisme politique et syndical, engoncé dans sa redingote nationale et démocratique, a ajouté sa petite larme au torrent déjà versé par la bourgeoisie. Pourquoi s'interdirait-on d'observer à la mémoire du grand homme quelques minutes de silence, alors qu'on a déjà observé des années de trêve sociale ?

On pourrait nous objecter que le P.C.F., parti d'opposition, a teinté ses hommages de quelques réserves : il a uniquement célébré en de Gaulle la mémoire de celui qui fut le chef de la France libre et l'âme de la Résistance, et non la mémoire de celui qui, par la suite, a « mis son crédit au service des monopoles » (L' "Humanité").

Croyez-vous donc, messieurs du P.C.F., qu'il y aient là deux hommes différents ?

Dans la conduite politique de de Gaulle, il n'y eut pas de failles : il prépara pendant la résistance l'avenir du capitalisme français et incarna après 58 le renouveau provisoire de ce

même capitalisme. Si vous faites la différence entre l'homme du 18 juin et l'homme de 58, ce n'est pas parce que le premier aurait été révolutionnaire et l'autre pas ; vous vous inclinez devant le premier parce qu'il était l'image vivante de la fausse idéologie que vous avez inculquée au prolétariat : défense des « intérêts véritables » de la nation, patriotisme, démocratie, union de toutes les classes contre le fascisme. Il y eut entre vous et le de Gaulle d'alors une communauté complète : l'essentiel n'était-il pas de faire oublier au prolétariat ses perspectives propres pour l'embrigader dans la défense nationale, ce que vous étiez les seuls à pouvoir faire ?

C'est vous, messieurs du P.C.F., qui avez contribué à créer le mythe du « gaullisme » !

Ce que vous avez reproché à de Gaulle lorsqu'il fut par la suite au pouvoir, c'est de n'avoir pas tenu les promesses de dupes de la Résistance : une fois le capitalisme reconstruit avec votre aide, une fois l'Etat bourgeois consolidé par votre zèle diligent, une fois le prolétariat désarmé par nos soins et renvoyé à son exploitation, vous pouviez bien reprendre votre masque oppositionnel. Lorsque le danger fut conjuré, vous pouviez reprendre vos allures critiques, et continuer dans l'« opposition » l'œuvre de trahison de la classe ouvrière entamée dans la Résistance et au gouvernement. C'est ainsi que s'est instauré entre vous, l'Etat bourgeois et son représentant de Gaulle une véritable *division du travail* : vous avez mitrillé ensemble dans la joie les premières tentatives d'émancipation du peuple algérien après guerre, vous avez réprimé ensemble les premières grèves de l'après-guerre mais, bien entendu, vous l'avez fait au nom du prolétariat, alors que de Gaulle le fit au nom des « monopoles ».

A cette époque, il n'y eut pas une mesure antiprolétarienne,

pas une attaque à la force de classe du prolétariat qui ne portât votre signature, messieurs du P.C.F.

Après 58, vous avez reproché à de Gaulle d'avoir choisi les monopoles : quant à vous, vous aviez « choisi la France ». Où est la différence ? De Gaulle, ne vous en déplaise, fut toujours « du côté de la France », c'est-à-dire du côté du capital : il fut assez intelligent pour savoir que sur le terrain du patriotisme, le prolétariat serait toujours battu. Quant à vous, vous l'avez depuis longtemps rejoint et dépassé sur ce terrain

(Suite en page 4)

Séguy et ses maîtres

On sait que le syndicalisme aux Etats-Unis tient davantage du racket que de la défense des salariés. On se souvient en particulier de l'assassinat récent de Yablonski, leader qui avait osé s'opposer à la corruption régnant dans son syndicat.

C'est pourtant à ces organisations-là que Séguy tire un coup de chapeau : « Cet accord (à la General Motors) est le plus avantageux » jamais négocié dans l'industrie automobile américaine. Entres autres » mesures positives, il comporte l'institution d'un système d'échelle » mobile garantissant le pouvoir d'achat des salaires contre les conséquences de la hausse des prix. » On pourrait s'étonner de ce que Séguy, dirigeant de la F.S.M. (c'est-à-dire la C.G.T. française et la C.G.I.L. italienne essentiellement) salue ainsi des syndicats « rivaux » et traités il n'y a pas si longtemps de syndicats de collaboration de classe. Aujourd'hui, cette rivalité tend à devenir une coexistence courtoise, comme en témoigne la tentative d'unifier en Italie la C.I.S.L., l'U.I.L. et la C.G.I.L.

Les divergences sont devenues à ce point imperceptibles que Séguy peut déclarer : « Les syndicalistes américains de l'automobile » comme ceux de divers autres pays du monde capitaliste ont eu sur » ce point le même réflexe que la C.G.T. à Grenelle en 1968. » Ce point, c'est l'échelle mobile, dont l'adoption par le syndicat américain est présentée par la C.G.T. comme le triomphe du réalisme, alors que cette revendication est typique d'un syndicalisme de collaboration ou pour mieux dire « contractuel ».

Ce ne sont pas les syndicats américains qui ont changé de nature, c'est la C.G.T. des Séguy qui devient de plus en plus l'interlocuteur valable et réaliste pour le patronat et son Etat. Séguy se permet même un appel du pied au C. N. P. F. : « Le C. N. P. F. qui » rejette nos propositions sur cette question brûlante et, plus générale, » réalistes, ceux qui affirment que cette revendication n'est pas » réaliste, feront bien de méditer l'exemple de la General Motors. » Ce qui veut dire en langage clair : nous sommes un syndicat de confiance au point que nos « revendications » nous sont chipées par des gens qu'on ne peut soupçonner de volonté subversive ; alors ne soyez pas plus bêtes que vos homologues américains et sachez reconnaître vos vrais alliés...

Il est plus que temps, si elle veut rendre son rôle de défense aux syndicats, que la classe ouvrière de chaque pays se débarrasse de ceux qui diffusent en son sein l'opportunisme.

Le Chili, patrie des voies pacifiques du socialisme ?

Pour la seconde fois en trente ans, un gouvernement dit de « Front Populaire » parvient au pouvoir au Chili par les voies légales, c'est-à-dire parlementaires. Le Chili, en effet, n'est pas un habitué des coups d'Etat militaires et il jouissait jusqu'ici d'une réputation de stabilité sociale et d'essor économique dont se réjouissaient ses « amis américains », qui le donnaient volontiers en exemple aux autres pays latino-américains.

Mais le candidat de Front Populaire, Allende, ayant annoncé avec fracas son intention « de renverser une fois pour toutes » l'exploitation impérialiste, de « mettre fin aux monopoles et de réaliser une véritable réforme » agraire », ce sont maintenant ces mêmes américains qui essaient de susciter un coup d'Etat plus conforme à leurs intérêts. C'est ce que déclarait à mots couverts un des dirigeants de la Compagnie minière américaine Anaconda : « Inutile de dissimuler notre pessimisme ; nous nous attendons dans au pire. Si M. Allende choisissait la nationalisation sans compensation, nous irions vers une crise grave, d'une ampleur et d'une répercussion bien plus grande que celle qui a été provoquée par la saisie des biens de l'International Petroleum Company au Pérou. » Nous n'avons pas seulement des intérêts au Chili, mais comme vous le savez, dans le monde entier... »

Le « candidat du peuple » a pourtant de quoi rassurer. Ne déclarait-il pas, au lendemain de son élection : « Il n'y aura pas de gouvernement marxiste au Chili. Il y aura tout simplement un gouvernement soutenu par les six formations politiques de l'Unité populaire avec un programme qui n'est ni socialiste, ni communiste,

ni radical, mais a été défini » en commun (?) Quand on sait que les partis qui ont soutenu cette unité populaire sont justement les partis socialiste, communiste et radical, la précision est cocasse. Il faut aussi ajouter qu'au Chili le Parti communiste se caractérise, selon "Le Monde", par « sa modération, » son refus de la violence, son goût du compromis et de la légalité, la lourdeur de sa bureaucratie et la sagesse de ses intellectuels ». « Ce n'est un secret pour personne, ajoute "Le Monde", que d'affirmer » la préférence réelle des communistes pour la démocratie chrétienne ».

Tout ceci permet aux canailles staliniennes françaises d'annoncer dans un style ronflant : « Les » masses populaires ont remporté » une victoire politique qui marque un tournant dans l'Histoire du Chili et celles que » soient les formes et conséquences des manœuvres réactionnaires et impérialistes en cours, » les travailleurs ne sont pas » disposés à se laisser voler cette » victoire ». Castro en personne entonne le même couplet, rappelle qu'Allende est un « ami » et se déclare convaincu « de la possibilité au Chili d'une victoire du socialisme par les urnes ». On avait pourtant cru comprendre qu'il n'était pas question de « so-

cialisme », quelle qu'en soit la sauce ! A la vérité, ce qui plaît aux laquais de Moscou, c'est que le Chili pourrait échapper à la zone d'influence américaine ou tout au moins prendre ses distances. Le reste (programme social, réformes économiques, etc.) ne compte pas, la classe ouvrière, ils s'en moquent. Ce qui compte, comme pour la Chine d'ailleurs, ce sont les relations entre Etats et non le sort de leurs peuples.

Le Chili est un pays sous-développé. Colonisé dès le XVI^e siècle, il fut peuplé par des Espagnols et par divers peuples européens (allemand, hollandais, français, etc.). Ses richesses naturelles étaient importantes, aussi bien du point de vue de ses minerais (nitrate, cuivre, fer, charbon) que de sa terre et de son climat. Pourvu de force hydraulique, il pouvait avantageusement se comparer à bien des pays européens. La logique de la colonisation et du développement capitaliste antérieur de l'Europe a bloqué son essor industriel et fait du Chili un fournisseur attiré de l'Angleterre, puis des U. S. A. Tourné presque exclusivement vers l'extérieur, le Chili devint ainsi un fournisseur de blé, jusqu'à ce que d'autres pays (le Canada notamment) conquièrent ses débouchés. L'agriculture chilienne en fut ruinée, au point que le pays est devenu aujourd'hui un gros importateur de denrées alimentaires. Le nitrate contrôlé par les anglo-américains cessa d'être son légendaire et unique produit d'exportation dès la première guerre mondiale et fut remplacé par le cuivre qui, il y a peu de temps encore, était contrôlé à 90 % par les

(Suite page 2)

VIENT DE PARAITRE :

Communisme et fascisme

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure, non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages, 8 F. Commandes au "prolétaire".

Le Chili, patrie des voies pacifiques du socialisme ?

(Suite de la 1^{re} page)

U. S. A. (Anaconda et Kennecott Copper). Les rares efforts qui furent entrepris au Chili pour développer son indépendance économique et son industrie, se heurtèrent à l'opposition catégorique des Anglais, puis des U.S.A., et au Chili même à celle de toutes les couches sociales bourgeoises, qui se sont installées dans les secteurs proches de l'exportation (grands propriétaires, exportateurs de blé, magnats des industries minières et commerçants en gros). La structure du commerce extérieur du Chili est éloquent, puisque les exportations sont exclusivement constituées par le cuivre et le minerai de fer, alors que les importations, outre les denrées alimentaires, sont constituées par le charbon (que le Chili possède pourtant), les produits chimiques et les produits manufacturés. Le principal fournisseur et le principal client du Chili, ce sont les U.S.A., suivis de loin par l'Allemagne.

Aucun secteur économique n'est resté à l'écart des rapports capitalistes : les immenses domaines agraires (700 Chiliens possèdent 55 % des terres), les métayers et ouvriers agricoles liés à l'hacienda et misérables, les « rotos » ou « capitalistes d'un sou » qui rejoignent les villes pour faire de petits métiers dont ils sont les patrons et qui peuplent les bidon-villes urbains, tous sont étroitement intégrés à une économie capitaliste arriérée dont ils sont le produit et non

les « exclus ». L'inflation est endémique, puisque le coût de la vie s'est accru de 14 % en 1962, de 44 % en 1963, de 46 % en 1964, de 29 % en 1965, de 23 % en 1966, de 18 % en 1967 et de 26 % en 1968. Aussi le rapport du salaire minimum légal (3000 pesos en 1961) aux revenus par tête est-il passé de l'indice 100 en 1954 à 69 en 1961, ce qui permet de mesurer la prolétarianisation de tous les petits salariés qui sont la majorité. La répartition sectorielle de

	1958	1967
Agriculture	14 %	9 %
Industrie	23 %	27 %
Services	63 %	64 %

Comme les autres pays arriérés, le Chili vit d'expédients et d'emprunts. Les annuités de remboursement qu'il doit verser aux créanciers étrangers représentent 15 % de ses exportations et plus de 25 % des profits sur ces exportations. En considérant la ba-

l'emploi est une caractéristique particulièrement notable de l'économie du Chili et surtout du secteur urbain (où vit 1 Chilien sur 5). Prises ensemble, les activités agricoles, minières et industrielles n'occupent que 40 % de la population active, le reste, soit 60 %, étant employé pour une large part dans les services non directement productifs, dans une société qui aurait grand besoin de proportions inverses. On retrouve ces pourcentages dans le produit intérieur brut :

	1958	1967
Comme les autres pays arriérés, le Chili vit d'expédients et d'emprunts. Les annuités de remboursement qu'il doit verser aux créanciers étrangers représentent 15 % de ses exportations et plus de 25 % des profits sur ces exportations. En considérant la ba-		
	45-55	56-60
Déficit des ressources	—	6.5
Excédent des ressources	41.4	—
Transferts de profits	40.6	55.5
Paiement d'intérêts	12.2	16.7
Amortissement	40.9	89.7
Financement brut	52.3	168.4
Investissement étranger net ..	10.9	44.0
Tirages sur prêts étrangers ...	42.5	102.3
Mouvement des réserves (excéd.)	1.5	6.4
Erreurs et omissions	-2.6	15.7

Source : Corporacion de Fomentos de la Produccion (CORFO).

lance des paiements du Chili entre 1945 et 1968, on constate l'alourdissement constant du service de la dette extérieure et le déficit croissant de ses réserves en devises qui ne peut être comblé que par de nouveaux prêts :

	1958	1967
Comme les autres pays arriérés, le Chili vit d'expédients et d'emprunts. Les annuités de remboursement qu'il doit verser aux créanciers étrangers représentent 15 % de ses exportations et plus de 25 % des profits sur ces exportations. En considérant la ba-		
	45-55	56-60
Déficit des ressources	—	6.5
Excédent des ressources	41.4	—
Transferts de profits	40.6	55.5
Paiement d'intérêts	12.2	16.7
Amortissement	40.9	89.7
Financement brut	52.3	168.4
Investissement étranger net ..	10.9	44.0
Tirages sur prêts étrangers ...	42.5	102.3
Mouvement des réserves (excéd.)	1.5	6.4
Erreurs et omissions	-2.6	15.7

Source : Corporacion de Fomentos de la Produccion (CORFO).

Cette situation désastreuse, typique de la plupart des pays arriérés, le candidat-président Allende prétend y remédier dans le cadre strict de l'environnement impérialiste. Il suffirait, d'après lui et ceux qui le soutiennent (communistes en tête), de réduire le volume et le pourcentage des profits rapatriés aux Etats-Unis en nationalisant les grandes exploitations étrangères et de consacrer une fraction plus importante du profit extorqué au développement national. En réalité, la recherche, par les pays arriérés, d'une accumulation interne plus forte, les conduit généralement à développer encore plus intensément les secteurs tournés vers l'exportation, afin de se procurer des devises. Ce processus les amène invariablement à s'intégrer plus profondément encore au marché mondial dont ils cherchaient à s'abstraire, et finalement accentue le sous-développement relatif de ces pays par rapport aux différents centres impérialistes. L'industrie locale devient en outre de plus en plus tributaire de ces derniers, tant en ce qui concerne le financement que la commercialisation, les pièces d'équipements, les pièces de rechange, les techniques, les conceptions, les brevets, les licences, bref pour tout ce qui touche à l'industrie légère ou à la production industrielle par montage de pièces fabriquées à l'étranger.

Sauf circonstances géographiques et historiques particulières (cas de la Chine), le développement capitaliste national d'un pays arriéré conduit presque toujours à une aggravation de sa dépendance, de son retard et de la prolétarianisation de sa population.

Le Chili est toutefois un des pays les moins arriérés de l'Amérique latine. Près de 600.000 ouvriers sont syndiqués à la C.U.T. qu'influencent surtout les « communistes » chiliens. La classe ouvrière chilienne vit dans des conditions misérables, qui rappellent celles des pays européens du XIX^{ème} siècle, si bien que les « communistes » n'ont d'implantation réelle que dans les quelques secteurs où le statut des ouvriers est relativement plus favorable. De même, les syndicats agricoles groupent environ cent cinquante mille adhérents sur deux millions de paysans : la quasi totalité de la masse des saisonniers et travailleurs sans terres échappent aux syndicats comme aux partis actuels et constituent un puissant potentiel révolutionnaire.

Etant donné le nombre important de vrais prolétaires au Chili, les théories petites-bourgeoises de

la lutte armée à la campagne n'ont eu, significativement, aucun écho. Il est du reste très instructif de constater que lorsque ces théories se heurtent à la réalité de l'existence du prolétariat, leurs inventeurs rejoignent purement et simplement le camp de la bourgeoisie : ainsi Castro a-t-il appuyé une coalition politique hétéroclite représentant toutes les catégories possibles de la petite et moyenne bourgeoisie réformatrice, se ralliant à la théorie du passage pacifique au socialisme que lui et ses émules avaient combattue dans le passé. Au-delà de la personne de M. Castro, ceci prouve combien les prétendues nouvelles thèses sur la lutte armée n'étaient que des ressuscitées de radicalisme bourgeois, prêtes à s'effacer devant la classique solution anti-prolétarienne du gouvernement social-démocrate.

Les manifestations de colère qui grondent un peu partout en Amérique latine sont néanmoins le signe que les masses populaires misérables n'entendent plus rester passives sous le joug de l'exploitation forcée du capital. Ce qui est en cause au Pérou, en Bolivie, au Chili, en Argentine en ce moment, ce n'est plus seulement l'impérialisme américain. Certes, ce dernier a considérablement renforcé sa domination ces dernières années, ce qui a accru d'autant la ruine des pays d'Amérique latine. Mais l'objectif des masses déshéritées n'est plus purement anti-impérialiste : les gouvernements militaires nationalistes qui se sont installés au Pérou et en Bolivie le savaient bien puisque, non contents de s'attaquer aux entreprises américaines les plus voyantes (I. P. C. au Pérou, Gulf Oil Co en Bolivie), ils ont lancé des programmes de réformes internes : réformes agraires, lutte contre l'inflation, investissements industriels, etc... En Argentine, des luttes violentes ont lieu sur le terrain syndical, ainsi qu'au Chili.

Dépassant le cadre sans avenir de l'anti-impérialisme, les masses prolétariées d'Amérique latine contraignent leurs bourgeoisies corrompues à des affrontements « populaires » ou des dictatures militaires à prétention sociale. Bien plus dangereuses que les guérillas, les luttes sociales qui s'annoncent ont aussi une tout autre dimension que purement nationale. Ce faisant, elles s'attaquent de façon exemplaire à l'exploitation du capitalisme, quelle que soit son origine nationale. Lentement, obscurément, le prolétariat sud-américain rejoint le combat que mène ses frères des pays capitalistes industriels.

Salut à vous, prolétaires d'Argentine !

Jeudi 12 novembre, le prolétariat argentin a répondu massivement à l'appel de grève générale de 36 heures lancé par la centrale générale du pays, la C.G.T. Selon le gouvernement, le mouvement a été suivi à 80 % dans l'ensemble du pays, tandis que dans les grandes villes : Buenos Aires, Cordoba, Rosario, Bahia Blanca, l'arrêt de travail était total. Les grévistes ont organisé des meetings et des manifestations de rue ; à Cordoba et à Buenos Aires, de violents affrontements avec la police ont fait, selon les sources officielles, un mort et plusieurs dizaines de blessés.

Dans un article écrit en 1967 : « Qu'est-ce que l'internationalisme prolétarien ? Sur les chemins de la révolution en Amérique Latine » ("Programme Communiste", n° 39), nous écrivions, en critiquant le « guévarisme », qu'il « laisse entièrement de côté un des plus grands atouts de la révolution en Amérique Latine : l'existence d'un prolétariat beaucoup plus développé que partout ailleurs » dans le Tiers Monde, qui a subi une longue et dure exploitation de sa bourgeoisie, qui a connu différentes versions nationales de « péronisme, et dont les luttes de classe pourront seules donner à la révolution sud-américaine aussi bien un ampleur continentale qu'un développement international. »

Depuis, les faits sont venus renforcer notre analyse contre tous ceux qui prétendaient, comme Régis Debray, qu'en Amérique Latine les prolétaires profitent de la misère de la paysannerie, qu'ils sont « engloutis » dans le « confort » des villes, c'est-à-dire embourgeoisés, et qu'il ne faut donc rien attendre d'eux pour la révolution. D'ailleurs, toute l'extrême gauche latino-américaine n'a jamais compté sur la classe ouvrière. Ses perspectives, variables selon les pays, peuvent être facilement résumées. Ou bien on essayait de lever une armée populaire, composée essentiellement de paysans, pour battre les armées fantoches et l'impérialisme au cours d'une longue guerre ; dans cette optique, le prolétariat n'a pour rôle que celui de réaliser quelques sabotages dans les usines appartenant au capital étranger, et puis de faire un accueil triomphal à l'armée guérilleros victorieuse le jour où elle entrerait dans la capitale ; c'est la perspective, entre autres, de l'A.P.L. (Armée Populaire de Libération, Colombie). Ou bien on définit une stratégie urbaine de caractère terroriste, appuyée sur une idéologie populiste du genre : « Etudiants, ouvriers, paysans et officiers patriotes, tous unis contre l'impérialisme étranger », comme par exemple le V.P.R. (Avant-garde populaire révolutionnaire, Brésil). Ou bien enfin on tente de réaliser une combinaison savamment dosée des deux, en fonction des conditions spéciales du pays, comme pour les F.A.L.N. (Forces Armées de Libération Nationale, Venezuela). Ce qu'il y a de commun à tous ces mouvements, c'est avant tout l'ignorance complète du caractère de classe de la révolution socialiste qu'ils prétendent avoir comme objec-

tif, et l'absence totale du prolétariat, avec ses méthodes de lutte à lui (grèves revendicatives généralisées, école de guerre pour la grève insurrectionnelle et la prise du pouvoir).

Nous devons reconnaître qu'après les actions confuses, avec participation claire des masses ouvrières, qui avaient eu lieu après la guerre et pendant les années cinquante, comme le Bogotazo, le péronisme, l'insurrection des mineurs boliviens en 1952 et d'autres d'importance moindre, la classe ouvrière (même au sens statistique du terme) avait quitté la scène politique ; par conséquent, tous ceux dont les perspectives se fondent, non sur les piliers solides de l'analyse scientifique marxiste, mais sur une vue simple du « ait du jour, l'avaient « oublié ». Mais depuis, un mouvement ouvrier très combatif secoue de nouveau toute la région à intervalles réguliers, les salariés de tous ces pays se battent avec l'agressivité de ceux qui ont un monde à conquérir et qui n'ont subi que peu l'influence néfaste du réformisme.

Faut-il rappeler la grève des ouvriers de l'automobile de Sao Paulo en 68, la longue grève des instituteurs boliviens, les grèves violentes des éboueurs de Maracaibo en 68 et des sidérurgistes de Puerto Ordaz en 69 au Venezuela, les grèves des fonctionnaires et des employés de banque en Uruguay, celles des mineurs chiliens d'El Teniente et enfin les grèves, accompagnées d'affrontements sanglants qui se sont produites à Cordoba ces dernières années ?

Maintenant que les gouvernements « populaires » se multiplient en Amérique Latine : militaires progressistes du Pérou ; militaires appuyés sur des milices d'étudiants, ouvriers et paysans (auxquelles ils ont été pressés d'enlever leurs armes) en Bolivie ; gouvernement de Front Populaire, arrivé au pouvoir par voie électorale, au Chili ; maintenant qu'on veut voir si la carotte est plus efficace que le bâton pour empêcher le réveil ouvrier, le prolétariat d'Argentine, c'est-à-dire le prolétariat du pays le plus avancé, le plus « européen », le pays au capitalisme le plus développé d'Amérique Latine, montre aux prolétaires des républiques « sœurs » et de tous les pays du monde la voie à suivre pour commencer la lutte pour les intérêts de classe.

Maintenant que dans tout le continent le prolétariat a posé son pied de géant sur la scène de l'histoire, effrayant ses exploités et semant le désarroi parmi tous ceux qui prétendaient faire une révolution socialiste en l'ignorant, ceux qui face aux événements « nouveaux » vont de scission en scission, nous affirmons ce dont nous avons toujours été sûrs : au milieu de ces grèves, sous les pavés et les balles de ces batailles de rue, sont en train de se forger et l'armée prolétarienne de demain et ceux qui dans un futur proche pourront retrouver ou trouver, étant donnée l'absence de traditions de classe en Amérique latine, le programme communiste et le parti de classe du prolétariat mondial, le Parti Communiste International.

"Bons" et "mauvais" Gauchistes

Après les incidents qui ont opposé le 5 novembre dernier des maoïstes de l'ex-Gauche Prolétarienne à des membres de l'A. J. S. (trotskiste), cette dernière organisation a déclaré que « ces groupes provocateurs se réclamant de l'ex-G. P. et du mouvement du 27 mai ou de toute autre idéologie sont directement manipulés par la police ».

Cette prise de position objecte nous impose de répéter une fois de plus notre position sur la provocation. Tout groupe peu structuré idéologiquement et organisativement — comme les groupes maoïstes — est particulièrement perméable à la pénétration d'éléments douteux et même de provocateurs professionnels. Cela dit, à qui en revient la responsabilité première ? A ceux qui, P. C. F. en tête, ont fait de l'organisation et de la centralisation des synonymes de coporalisme et de terreur : incapables de critiquer le programme du P.C.F., les groupes immédiatistes se lancent à corps perdu dans la recherche de nouvelles formes d'organisation.

Il est d'autres courants gauchistes qui, eux, ont compris la nécessité de la centralisation — l'A.J.S. par exemple — mais qui ont succombé au frontisme, c'est-à-dire à l'attraction que le P.C.F. exerce sur eux. Ces gens qui osent encore se réclamer de Trotsky en sont finalement venus à employer le même langage que les stalinistes.

Que va-t-il en résulter ? Pour beaucoup de groupes gauchistes, ce sera la confirmation de la théorie libertaire et petite-bourgeoise selon laquelle l'organisation en parti est un facteur de dégénérescence et que seuls les organes « de base » mal définis peuvent jouer le rôle d'avant-garde. Autrement dit, le P.C.F. en grand et l'A.J.S. en petit masquent un peu plus la voie de la reprise révolutionnaire qui passe par la reconstruction de partis réellement communistes. De tels partis ne se fonderont pas sur quelques misérables recettes organisationnelles et formelles, mais autour du programme communiste dont la mise en œuvre commande discipline et centralisation rigoureuses comme moyens et non comme fins.

Une chose est sûre : à l'épreuve des faits, un élément sincère et combatif, même maoïste, peut se rendre compte de l'insuffisance de son organisation, reflet de l'insuffisance de la critique théorique de ce courant. Par contre, ceux qui utilisent la centralisation et la discipline dans un but opposé à la révolution, ceux qui voient dans les explosions de colère les menées de la police et non les signes avant-coureurs de la crise, ceux qui enfin ont rejoint les rangs du pacifisme petit-bourgeois, ceux-là ne seront jamais à nos côtés.

Pour faire le point sur la "question chinoise"

(Le lecteur trouvera le début de cette étude dans les numéros 82, 84, 86, 87, 89 et 91 du "prolétaire".)

Le massacre des ouvriers de Shanghai avait démontré une fois de plus que la bourgeoisie chinoise ne pouvait pas marcher aux côtés du prolétariat dans la révolution nationale. Les thèses de Lénine et du II^{ème} Congrès de l'Internationale avaient été tragiquement confirmées par le sang de milliers de prolétaires et de paysans pauvres. Contrainte de choisir, la bourgeoisie chinoise s'était alliée aux impérialistes contre le mouvement prolétarien.

Tout cela était désormais clair pour tous et exigeait que, maintenant au moins, le Parti communiste proclame la rupture ouverte avec la bourgeoisie et se mette à la tête des masses après avoir reconquis son indépendance programmatique et organisationnelle. C'était cela que l'opposition russe regroupée autour de Trotsky réclamait depuis 1925. Les faits avaient pleinement confirmé ses critiques et son pronostic sur le déroulement de la révolution. En réalité, il n'existait qu'une seule voie possible : ou bien le mouvement des masses se soumettait à la direction du prolétariat et de son parti communiste, ou bien il serait réprimé par la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Ou bien on marcherait vers la révolution et la dictature du prolétariat, ou bien la révolution nationale elle-même ne pourrait aboutir.

On découvre le "Kuomintang de gauche"

Mais l'Internationale était désormais dominée par les intérêts nationaux bourgeois personnifiés par le stalinisme, et ces intérêts exigeaient qu'on trouve un allié en Chine pour contre-balancer l'influence anglaise. Seul un pouvoir d'Etat pouvait être l'allié de l'Etat russe, auquel le prolétariat chinois ne donnait aucune assurance du point de vue de la diplomatie et du commerce. C'est pourquoi le massacre de Shanghai n'entraîna aucun changement dans la tactique imposée par Staline aux communistes chinois. Tchiang Kai-Shek et une partie de la bourgeoisie avaient « trahi » ; l'Internationale l'admit en soutenant même qu'elle l'avait prévu d'avance, bien que jusqu'à la veille même de l'holocauste rien de semblable n'eût été dit.

Mais la reconnaissance de cette trahison ne signifiait pas pour Staline que le prolétariat chinois devait enfin reprendre son autonomie et dénoncer son alliance avec la bourgeoisie ; au contraire, cette alliance devait se renforcer. La « droite » du Kuomintang avait trahi la révolution ? Fort bien, mais il y avait une « gauche », qui, reniant Tchiang, avait constitué un gouvernement sécessionniste à Wuhan : ce dernier fut donc déclaré, selon les propres paroles de Staline, le « véritable centre révolutionnaire » et c'est à lui que les communistes devaient se joindre ! Puisque Tchiang Kai-Shek, après avoir détruit le mouvement prolétarien à Shanghai, s'était installé à Nankin, en se constituant un gouvernement appuyé sur l'aile « droite » du Kuomintang, le gouvernement de Wuhan appuyé sur l'aile gauche devait recevoir tout l'appui du Parti communiste chinois. Mais existait-il vraiment une fracture au sein de la bourgeoisie chinoise ? L'opposition russe le niait à juste titre ; il y avait une division des tâches ou, tout au moins, une différence d'appréciation pour décider s'il était opportun de rompre immédiatement avec les masses prolétaires et paysannes menaçantes, ou s'il fallait s'en servir encore quelque temps afin d'assurer à la révolution nationale la base la plus large possible.

En définitive, il s'agissait d'une simple divergence dans l'appréciation du « moment » : l'aile droite avait compris qu'une révolution purement démocra-

tique-nationale était impossible du fait même de l'existence d'un vaste mouvement de masses, et elle s'était alliée à l'impérialisme pour le réprimer ; l'aile gauche pensait pouvoir s'appuyer d'abord sur le mouvement des masses, quitte à le réprimer une fois acquises l'unité et l'indépendance du pays. La « gauche » avait d'autre part toujours soutenu Tchiang et tout ce qu'elle lui reprochait à ce moment c'était d'avoir rompu trop précipitamment son alliance avec le prolétariat en provoquant ainsi un arrêt du mouvement national. Maintenant elle agitait le miroir aux alouettes de la réforme agraire ; lui faire confiance, avertit Trotsky, signifiait « apporter sa tête volontairement à l'abattoir ; la sanglante leçon de Shanghai n'aura donc servi à rien. Les communistes, comme auparavant, se transformeraient en gardiens de troupeaux pour le parti des tueurs bourgeois... » « La révolution agraire est une chose sérieuse. Les politiciens du genre de Wang-Ching-Wei (représentant de la « gauche » du Kuomintang, NdA), à la moindre difficulté, s'uniront dix fois avec Tchiang Kai-Shek plutôt qu'une fois avec les ouvriers et les paysans » (reproduit dans "Isaacs", p. 242).

Dans ses thèses sur « Les problèmes de la révolution chinoise » (21 avril 1927), Staline affirmait au contraire textuellement : « Le coup d'Etat de Tchiang Kai-Shek signifie que dorénavant il y aura en Chine du Sud deux camps, deux gouvernements, deux armées, deux centres : le centre de la révolution (!) à Wuhan et le centre de la contre-révolution à Nankin... Cela signifie que le Kuomintang révolutionnaire regroupé à Wuhan pour combattre résolument le militarisme et l'impérialisme, deviendra de ce fait un organisme de la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie... Nous devons adopter une politique de concentration de la totalité du pouvoir aux mains du Koumintang révolutionnaire, du Koumintang débarrassé de ses éléments de droite, du Koumintang comme bloc de son aile gauche et des communistes. Cela implique que la politique d'étroite collaboration entre la gauche et les communistes à l'intérieur

» du Koumintang acquière une force et une signification particulières... et que sans cette collaboration la victoire de la révolution est impossible » (souligné par nous, reproduit partiellement dans "Isaacs", p. 237).

Suivant cette logique, la révolution de Staline-Boukharine confiait la réalisation de la réforme agraire au gouvernement du Koumintang « de gauche » (dans lequel entrèrent bientôt deux communistes qui occupèrent les postes-clés de l'agriculture et de l'industrie), et affirmait une fois de plus la nécessité d'assurer à un tel gouvernement tout l'appui d'un grand mouvement de masse. Il est vrai que, peut-être pour calmer la violente réaction de l'opposition russe, Staline compensait cette capitulation devant la petite-bourgeoisie présumée révolutionnaire en demandant qu'on arme les ouvriers et les paysans qui deviendraient ainsi « le principal antidote de la contre-révolution » ; mais il affirmait explicitement qu'on ne devrait pas procéder à la création de soviets ouvriers et paysans, car ceux-ci n'étaient possibles qu'une fois la révolution agraire accomplie... par la grâce du soi-disant gouvernement révolutionnaire de Wuhan.

Trotsky répliqua avec une vigueur extraordinaire : « Armer les ouvriers et les paysans est une excellente chose, mais il faut être logique. En Chine du Sud il y a déjà des paysans armés. Ce sont les prétendues armées nationales. Loin d'être "l'antidote de la contre-révolution", ils ont été son instrument. Pourquoi ? Parce que la direction politique au lieu de réunir les masses de l'armée dans des soviets de soldats, s'est contentée d'une copie superficielle de nos départements politiques et de nos commissaires politiques qui, sans un parti révolutionnaire indépendant et des soviets de soldats, ne sont qu'un camouflage creux du militarisme bourgeois.

« Les thèses de Staline rejettent le mot d'ordre des soviets sous prétexte qu'il serait "le slogan d'une lutte contre le gouvernement du Koumintang révolutionnaire". Mais alors que veut dire "le principal antidote à la contre-révolution, c'est le peuple en armes" ? Contre qui s'armeraient donc les ouvriers et les paysans ? Est-ce que ce ne sera pas contre l'autorité gouvernementale du Koumintang révolutionnaire ? Le peuple en armes, si ce n'est pas une formule creuse, un faux-fuyant et un subterfuge, mais un appel à l'action directe, ce n'est pas moins percutant que le mot d'ordre des soviets de paysans et d'ouvriers. Est-il vraisemblable que les masses armées tolèrent à leurs côtés ou au-dessus d'elles une autorité bureaucratique gouvernementale qui leur est étrangère ou qui leur est hostile ?

« Armer véritablement le peuple dans les circonstances présentes implique inévitablement la formation de soviets. Déclarer que le temps des soviets n'est pas encore venu, et en même temps lancer le mot d'ordre du peuple en armes, c'est semer la confusion. Seuls les soviets se-

ront à même de devenir les organes susceptibles de donner des armes aux paysans et aux ouvriers, et de les diriger une fois armés » (reproduit dans "Isaacs", p. 239).

La révolution agraire n'aurait jamais été menée à son terme par un gouvernement petit-bourgeois, fût-il « de gauche ». Au même plenum de mai 1927, où on ne laissait parler l'opposition que très peu de temps et où les délégués étrangers n'eurent même pas le droit de lire les thèses de l'opposition russe, le yougoslave Vouyovitch déclara : « Le gouvernement de Wuhan ne pourra réaliser la révolution agraire que si l'hégémonie du prolétariat est assurée. Et le seul moyen pour obtenir l'hégémonie du prolétariat, c'est non pas de faire des concessions à la petite-bourgeoisie, qui oscille constamment entre le prolétariat et la grande bourgeoisie et qui passera finalement dans le camp le plus fort, mais d'organiser les forces du prolétariat et de la paysannerie et de leur donner une forme d'organisation, les soviets ; ce qui ne sera possible que si nous savons non seulement mobiliser les grandes masses, mais les conquérir à la direction du parti communiste. La révolution chinoise, ainsi que la révolution agraire en Chine ne pourront vaincre que sous le drapeau des soviets, sous le drapeau du léninisme. »

Une fois de plus, les faits devaient confirmer la justesse du pronostic contenu dans chaque page des textes fondamentaux

du marxisme, car à cette époque malgré certains freins et certaines oscillations, l'opposition russe (et nous sommes les premiers à l'affirmer, nous qui n'avons jamais caché notre jugement critique sur ses limites et ses insuffisances) livra une héroïque bataille pour défendre, plus encore qu'elle-même, notre doctrine commune, inscrite en caractères de feu dans les ouvrages de Marx et d'Engels et dans les événements du glorieux Octobre bolchévique.

Pendant ce temps, en Chine, le fameux « centre révolutionnaire » était en train de démontrer par les faits la justesse des thèses de Trotsky. Tout en excommuniant officiellement Tchiang, il n'osa en réalité entreprendre aucune action contre lui, et c'est justement cette incapacité d'agir qui fit que ses ennemis augmentèrent de jour en jour. La bourgeoisie releva la tête en voyant que Tchiang avait su balayer les communistes, et elle s'opposa avec force à toutes les revendications ouvrières en fermant les usines et en transférant ses capitaux à Shanghai. Quand les travailleurs réagissaient contre ces sabotages délibérés, ou se mettaient en grève, poussés par leurs terribles conditions de vie (rendues encore plus précaires par la situation), le gouvernement, et même le conseil général des syndicats dirigé par les communistes, les traitaient de « contre-révolutionnaires » et les invitaient à renoncer aux « excès » pour ne pas s'aliéner les sympathies de la bourgeoisie.

(à suivre)

REUNION DE LECTEURS A PARIS

Le vendredi 11 décembre, à 20 h. 45, à la Rédaction du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), 5^e, Métro Gobelins :

Le marxisme et les classes moyennes

(le présent journal tient lieu d'invitation)

LA CHINE ET L'O. N. U.

ou les victoires du «communisme» chinois

Après les secousses qui ont marqué la Révolution Culturelle, la Chine a fêté le 1^{er} octobre son 21^{ème} anniversaire dans le calme. Ses dirigeants ont tenu à donner à cette occasion une image rassurante de la Nation et affirmé leur volonté de mener une intense lutte diplomatique pour la victoire finale... du socialisme.

Le Comité Central du P.C.C. déclarait au cours du mois de septembre : « Dans ses efforts pour coexister pacifiquement avec les pays à systèmes sociaux différents sur la base des cinq principes, et pour combattre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme, notre pays remporte victoire sur victoire ». En effet, après avoir renoué des « amitiés » avec la Corée du Nord au mois d'avril, la Chine acceptait dès le mois de juillet d'échanger des ambassadeurs avec l'U.R.S.S. Elle réalisait de cette façon une véritable performance : plus de vingt-cinq ambassadeurs remis en peu de temps à leur poste dans diverses capitales ! Et si les dernières « victoires » en date sont la reconnaissance de la Chine par le Canada et l'Italie, les pourparlers en cours avec Bruxelles et Vienne en promettent d'autres. Après les trépидations « révolutionnaires » des gardes rouges, voici la grande farandole des diplomates chinois à travers le monde !

Cette politique des dirigeants de Pékin, que certains ont qualifiée de nouvelle, ne nous surprend pas. Elle ne fait que confirmer la nature bourgeoise de l'Etat chinois et son incapacité d'échapper aux lois du marché mondial. Ces victoires diplomatiques de Pékin ne sont pas sans rapport avec la place occupée par le Canada et l'Italie dans leur commerce avec la Chine (le premier partenaire commercial restant toujours le Japon).

Mais la Chine a toujours une plus grande ambition : entrer à l'O.N.U. Cependant, malgré ses efforts désespérés ce n'est pas encore cette année que la Chine fera son entrée dans cette nouvelle « caverne de brigands ». Ce n'est pourtant pas l'envie qui lui en manque. Ainsi, tout en affirmant que cet organisme est devenu de plus en plus inefficace, les dirigeants chinois se plaignent de ne pas en faire partie. « Il n'y a qu'une Chine, déclarait "Chine Nouvelle" le 1^{er} novembre, et c'est la République populaire de Chine. Il est tout à fait illégal (!) d'exclure un grand pays avec une population de plus de 700 millions d'hommes des Nations Unies, et cette situation doit changer ». Qu'ils se consolent : l'observateur du Vatican à l'O.N.U. leur a donné sa bénédiction : « Je considère, a-t-il déclaré récemment, que d'ici à novembre 1971 la Chine populaire sera admise aux Nations Unies. Dans l'intérêt de la paix et de la compréhension des peuples, il est bon qu'elle en fasse partie ».

Tout en nous réjouissant de ce pronostic (il montrera aux ouvriers encore abusés par la violence des disciples de Mao la véritable nature de l'Etat « socialiste » chinois), nous rappellerons que l'entrée de l'U.R.S.S. à la Société des Nations fut le prologue de la deuxième guerre mondiale. Avant que l'Histoire ne se répète, il faut que le prolétariat, regroupé autour de son parti de classe, ait la force de lancer à la face de toutes ces marionnettes qui s'imaginent faire l'Histoire ces paroles de l'Internationale Communiste : « La Société des Nations (et aujourd'hui l'O. N. U. — NdR) est un mot d'ordre trompeur au moyen duquel les social-traités, sur ordre du capital international, divisent les forces prolétaires et favorisent la contre-révolution impérialiste ».

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1970

LISTE N° 11

La Flèche, 100 ; François, 90 ; J.-P. Soutien, 5 ; R. et R., 90 ; Paul Soutien, 10 ; X, 3,50 ; Lucien, 40 ; La Flèche, 50 ; Guy Soutien, 25 ; Paris, 450 ; Bernard, 50 ; François, 150 ; Dominique, 120 ; Guy N., 15 ; Gérard, 60 ; Local, 10 ; Gabriel Soutien, 15 ; Arthur, 70 ; S., 120 ; Nantes Soutien, 20 ; Soutien d'un Algérois, 100 ; Japy et Anita, 30 ; Gérard, 10 ; J.-Paul, 3 ; Jean, 18 ; A. la cantine, 14.

Total liste n° 11 ... 1.468,50 F

Total précédent ... 20.397,81 F

Total général ... 21.866,31 F

Les fondements

du communisme révolutionnaire

Cette brochure ronéotypée de 56 pages reprend le compte rendu d'une réunion générale de notre Parti, paru dans le N° 1 du "Programme communiste", aujourd'hui épuisé. Le texte est articulé en trois parties principales :

- Parti et Etat de classe comme formes essentielles de la révolution communiste.
- Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire.
- La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les "socialistes d'entreprise".

Commandes au "prolétaire". Prix : 3 F.

Après les camarades-ministres les camarades-policiers ?

La « démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme » procure bien des soucis au P.C.F. Que faire, en effet, des 90.000 mercenaires de l'Etat après le remaniement ministériel qui suivra un jour les élections triomphales dont il rêve ? Comment employer les 60.000 gardiens de la paix, les 15.000 C.R.S., les 6.000 commissaires de la police civile, les 3.500 de la police judiciaire, sans oublier les 5.000 des Renseignements généraux et de la D.S.T. ?

O flics en tous genres, détectives, espions, provocateurs, briseurs de grève patentés, votre avenir est assuré ! Adhérez massivement au P.C.F., grand parti de l'Ordre et de la Production, et consultez son journal "l'Humanité" du 15 octobre, il contient d'intéressantes offres d'emploi pour vous : « Le rôle des policiers » est de maintenir l'ordre républicain et non de se substituer à une autorité gouvernementale... le défaillant ou d'être utilisés par elle contre la majorité du peuple ». Le flic de la « démocratie avancée » retrouvera donc enfin sa vraie, sa noble mission de protecteur de la veuve et de l'orphelin, de défenseur de l'ordre républicain.

Pour l'homme de la rue abruti de travail, littéralement enfermé depuis sa plus tendre enfance dans la société bourgeoise, il va de soi que toute vie en société nécessite l'intervention d'un Etat réglementant cette vie sociale. Et pas d'Etat, bien sûr, sans gendarmes chargés de faire respecter la loi commune. Le P.C.F. excelle à reprendre à son compte les raisonnements les plus bornés du bon sens, c'est-à-dire les préjugés imposés par la société de classe dans laquelle nous vivons. Ah, comment se réglerait la circulation sans policiers ; et les voleurs, les assassins, c'est pour le coup qu'ils auraient le champ libre ! Par un étrange phénomène de reconversion, le P.C.F. entend donc faire de la police un organisme public au service de la population, reprochant même au pouvoir gaulliste de l'employer, lui, à de sales besognes. La démocratie avancée fait de ces rj-racres, paraît-il.

Toutes ces stupidités ne mériteraient qu'un mépris amusé si elles ne remplissaient une fonction bien précise : abêtir l'ouvrier, lui enfoncer un peu plus dans le crâne tous les bobards de la classe ennemie que l'esclavage salarial, la presse, la radio et la télévision lui assènent à longueur de journée. Non, tu n'es pas membre de la classe exploitée, tu es un citoyen parmi d'autres : ne disposes-tu pas d'un bulletin de vote, tout comme ton patron ? Certes, la société n'est pas parfaite, tant s'en faut, mais c'est de la faute au gouvernement : vote comme il faut, le gouvernement tombera et nous, les héros de la « démocratie avancée », nous nous chargerons de perfectionner et l'Etat et la société.

La simple question que l'ouvrier ne doit à aucun prix se poser, même sous la matraque du C.R.S., c'est : pourquoi la société dans laquelle nous vivons a-t-elle besoin d'un Etat ? La réponse, en effet, nous transporterait à mille lieues de la « démocratie avancée » chère au P.C.F. L'Etat n'a pas existé dans toutes les sociétés (pas plus qu'il n'existera dans la société socialiste), mais seulement dans les sociétés divisées en classes, c'est-à-dire dans les sociétés au sein desquelles une classe dominante maintenait en sujétion une classe exploitée. Classe exploitée et classe exploitée ayant des intérêts irréductiblement opposés, la classe dominante doit, sous peine de mort, organiser son appareil de contrôle et de répression, afin d'intimider et de châtier la classe dominée qui essaie de secouer le joug. L'Etat n'a donc jamais été une sorte d'arbitre impartial gé-

rant les intérêts de toute la population, à quelque classe qu'elle appartienne, mais l'Etat d'une classe. Cet Etat ne se privera jamais d'utiliser le mensonge, en plus de la force ; il ne renoncera jamais à se faire passer pour une organisation étrangère aux classes, au-dessus des classes : l'Etat de la bourgeoisie capitaliste, l'Etat démocratique, est passé maître dans cet art... avec l'aide de ses agents au sein de la classe ouvrière, nos démocrates « avancés ».

Il n'y a pas de police « propre » et de police « gangrenée », de police « républicaine » et de police « fasciste ». Il y a seulement la police de l'Etat bourgeois, de l'Etat du capital. Et qu'on ne vienne pas nous échauffer les oreilles avec la répression nécessaire du vol (lequel est un pur produit, quoique négatif, de la sainte propriété privée !) ou de l'assassinat (qui, soit relève des mêmes causes que le vol, soit découle des tares multiples dont les sociétés de classe ont gratifiées leurs libres citoyens), avec la réglementation de la circulation, dont le caractère démentiel témoigne de l'anarchie du mode de production capitaliste et des contradictions nées de l'urbanisation forcée qu'il a imposée aux hommes !

Cette police capitaliste, cet Etat capitaliste, nos démocrates avancés rêvent de les réformer. Mais dès que le rêve prend corps, il se transforme en cauchemar. Lorsqu'à la soi-disant « Libération », le P.C.F. délègue au gouvernement des camarades-ministres, ils se transforment aussitôt en camarades-flics, chargés de faire régner l'ordre dans les entreprises, de faire retrousser les manches aux ouvriers, de les faire produire davantage.

Il n'y a de « juste milieu », de voie « raisonnable » au socialisme. Ou l'Etat capitaliste, son Parlement, sa bureaucratie et sa police, aussi améliorés qu'on voudra, restent debout et avec eux tous les privilèges de classe, toute l'exploitation capitaliste, ou il est abattu par une révolution sociale, par la révolution prolétarienne qui, dans un premier temps, se donnera elle aussi un Etat (et donc une force de répression), mais pour abattre définitivement les bases de la société de classe et donc la cause même de l'existence de l'Etat.

Nul doute qu'au déclenchement de cette formidable révolution, le P.C.F. se trouvera tout naturellement du côté des gardiens de l'ordre ancien, du côté des flics !

Les lecteurs d'AIX - EN - PROVENCE, ANGERS, ARLES, BESANCON, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, METZ, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, STRASBOURG, TOULON,

désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETAIRE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

PERMANENCES DU PARTI

● **A PARIS** : Les dimanches 6 et 20 décembre, de 10 à 12 h., et le samedi 12 décembre, de 15 à 19 h., au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^{me}), métro Gobelins.

● **A MARSEILLE** : Les samedis 5 et 19 décembre, de 15 à 19 h., au siège du "prolétaire", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^{me} étage).

Quand les grenouilles

(Suite de la 1^{re} page)

mortel : de quelle opposition faites-vous donc partie, vous qui prétendez que la bourgeoisie n'est pas assez nationaliste ?

Vous essayez de montrer que de Gaulle a cessé pendant un temps de représenter les tendances du capital : montrez-nous donc à quel moment vous avez cessé de poignarder dans le dos le prolétariat, que vous avez successivement appelé à se transformer en chair à canon, à reconstruire le capitalisme et à se taire !

De Gaulle fut toujours au service des mêmes intérêts : vous aussi.

Qu'on nous donne un exemple où des gens comme de Gaulle aient corrompu et désorienté de larges couches du prolétariat... La classe dominante et ses représentants n'ont jamais pu avoir une influence directe un tant soit peu dangereuse sur des couches d'ouvriers un tant soit peu importantes. Si le prolétariat n'avait en face de lui que la bourgeoisie et ses chefs, l'idéologie dominante, avec son cortège de salades réactionnaires, n'aurait jamais pu pénétrer ses rangs. Si aujourd'hui la classe ouvrière est empiétrée dans cette maudite idéologie, c'est uniquement à votre influence qu'elle le doit, messieurs du P.C.F. Car c'est vous qui seuls avez été capables de lui inculquer le respect stupide de la nation, de l'Etat et de la loi. C'est vous qui l'appellez tous les jours à la violence patriotique en lui interdisant de faire usage de sa violence de classe.

De Gaulle n'a fait que remplir les tâches qui lui étaient assignées par son appartenance de classe ; vous n'avez fait que trahir les vôtres.

« Il fut un grand homme d'Etat... » Oui, de Gaulle avait su s'élever jusqu'à la compréhension des intérêts généraux de sa classe et les défendre avec beaucoup d'intelligence. Quant à vous, que comprenez-vous aux intérêts du prolétariat ? vous n'êtes que des politiciens à la manière bourgeoise, qui camouflez d'un masque critique votre incapacité à être autre chose que des larbins utilisés aux heures difficiles.

« Il a rendu hommage au patriotisme de la classe ouvrière ». Attendez-vous qu'il rende hommage à sa lutte révolutionnaire ? Vous avez célébré avec lui une victoire nationale qui était pour les ouvriers une défaite de classe, et vous restez la bouche ouverte à vous attendrir sur l'hommage rendu à vos services.

En réalité, vos jérémiades sur de Gaulle ne constituent qu'un échange de bons procédés : ce que vous dites de lui aujourd'hui, il l'avait déjà dit de vous hier ; à la mort de votre chef Thorez, il écrivit le message suivant : « Pour ma part, je n'oublie pas qu'à une époque décisive pour la France, le président Maurice Thorez — quelle qu'ait pu être son action avant et après — a, à mon appel et comme membre du gouvernement, contribué à maintenir l'unité nationale ».

Etes-vous contents, messieurs du P.C.F. ?

Reconnaissance des services rendus d'un côté, plat hommage au héros national de l'autre : voilà comment l'opportunisme règle les rapports politiques entre les classes en lutte. Nous, qui prétendons parler ici au nom du prolétariat, pouvons vous renvoyer aux fortes paroles lancées par Lénine contre les « démocrates » de son temps : « Un esclave qui n'a pas conscience de son esclavage et végète dans une vie de silence, d'inconscience et de résignation n'est qu'un esclave. Un esclave qui en bave quand il décrit les charmes

de sa vie et s'extasie sur son brave et bon maître est un larbin, un goujat. Vous êtes justement des larbins, messieurs du *Tovarichtch* (traduisons : messieurs de l'Humanité N.D.R.). Vous vous attendrissez avec une répu gnante placidité devant un propriétaire foncier contre-révolutionnaire, mais qui fut un homme cultivé et humain. Vous ne comprenez pas qu'au lieu de faire d'esclaves des révolutionnaires, vous en faites des larbins. Ce que vous dites au sujet de la liberté et de la démocratie n'est qu'un vernis, une ruse... »

Montrez-nous donc ce qui vous distingue de ces « démocrates », messieurs du P.C.F., au moment même où vous portez le deuil de de Gaulle ! Nous défendons aujourd'hui contre vous les positions du marxisme

et de Lénine : montrez-nous si vous le pouvez que vous défendez autre chose que le point de vue que le marxisme a toujours combattu et méprisé : le point de vue du larbin, la voix de la prostitution à grande échelle.

C'est pourquoi la lutte du prolétariat, aujourd'hui, ne peut-être seulement dirigée contre l'Etat bourgeois et ses représentants : c'est contre vous que les prolétaires devront d'abord diriger leur lutte. Contre vous qui servez d'écran entre la classe ouvrière et l'Etat, en répandant dans l'esprit des prolétaires toutes les illusions mortelles propres à la conscience bourgeoise.

C'est seulement lorsque vous aurez été expulsés de leurs rangs que les prolétaires pourront cesser d'être comme vous des larbins, et mettre fin à leur condition d'esclaves.

Prolétaires de langue italienne, lisez les organes du Parti communiste international :

il programma comunista

journal bi-mensuel

et

il sindacato rosso

mensuel de lutte syndicale

Abonnement annuel: 15 F - Commandes au "prolétaire"

Promenade patriotique :

De la rue Royale à la place de l'Etoile

Les élus « communistes » du conseil de Paris se sont ralliés à la proposition de débaptiser la place de l'Etoile et de lui donner le nom de Charles de Gaulle. « Il était normal » en effet, que le conseil de Paris donne le nom de de Gaulle à une voie parisienne. C'est un hommage qui a été rendu à plusieurs reprises, dans le passé, à des hommes qui avaient joué un rôle historique incontestable. ("Humanité" du 21 novembre).

Evidemment, ce chef d'Etat bourgeois, général de surcroît, méritait, au même titre que Thiers et Clemenceau, cette sublime récompense. La bourgeoisie sait honorer ses morts.

Jusqu'ici, les élus « communistes » sont d'accord. Mais tout de même, la place de l'Etoile ! « Quelle prétention totalitaire » ! Le soldat inconnu, symbole du massacre des ouvriers européens, n'appartient pas seulement au gaullisme ; par sa participation à la deuxième boucherie mondiale, le P.C.F. y a droit au même titre que ce général bourgeois !

« Il n'y avait pas lieu de prendre une décision précipitée », d'autant plus que demeure encore cette rue Royale ! C'est un scandale ! Depuis 1789, jamais une si belle occasion ne s'était présentée pour la débaptiser ! Une rue royaliste, il y a de quoi faire frémir nos bons républicains du P.C.F. « De Gaulle », c'est le nom d'un grand français, d'un grand républicain, d'un grand patriote : quel coup fatal aurait été porté aux forces royalistes ! ! !

Il faut reconnaître que ces pauvres stalinien ne sont guère récompensés, et pourtant, depuis près de cinquante ans, ils luttent, sans compromis, avec courage et dignité, pour attribuer les noms de vrais républicains aux rues de toutes les communes de France, en espérant secrètement admirer un jour les noms de certains d'entre eux sur les boulevards parisiens.

Mais la bourgeoisie française réserve cette récompense à ses membres, non à ses laquais. Thorez lui-même, ce Thorez qui avait réussi à faire retrousser les manches aux prolétaires français, n'a même pas eu droit à une impasse. Nous sommes certains que sous la démocratie avancée du P.C.F., ces injustices seront réparées. La foire du Trône s'appellera foire de la République. Au stand des marionnettes et des pantins de l'Histoire, nul doute que les grands chefs d'Etat bourgeois et leurs larbins du P.C.F. occuperont une place... royale.

Correspondance :

" le prolétaire "

B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

" le prolétaire "

C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :

" le prolétaire "

1 an : 10 F (100 FB)

6 mois : 5 F (50 FB)

(pli fermé : 15 et 7,50 F)

" programme communiste "

1 an : 15 F (150 FB)

" programme communiste "

et " le prolétaire "

1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

★ " prolétaire " : 6 mois.

★ " prolétaire " : 1 an.

★ " programme communiste "

★ combiné.

(Cocher l'étoile).

REUNION PUBLIQUE A LYON

Le Samedi 5 décembre, à 20 heures, Brasserie de l'Etoile, 1, Cours Gambetta :

L'IMPERIALISME RUSSE DE 1945 A NOS JOURS

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P